

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/203164]

21 AVRIL 2020. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 31 mars 2020 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de contrôle technique

La Ministre de la Sécurité routière,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 20;

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018 modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2020 portant des mesures urgentes en matière de contrôle technique;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mars 2020 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de contrôle technique;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant l'urgence, qui ne permet pas d'attendre l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat dans un délai ramené à cinq jours, en raison notamment de l'évolution très rapide de la situation en Belgique et dans les Etats proches, du franchissement du seuil d'une pandémie, décrété par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), du temps d'incubation du coronavirus COVID-19 et de l'augmentation de la taille et du nombre des chaînes de transmission secondaires; par conséquent, il est indispensable de prendre les mesures nécessaires sans délai;

Considérant que le contexte de crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 a conduit à la nécessité de suspendre l'organisation du contrôle technique des véhicules avec des mesures d'accompagnement permettant de préserver les droits des usagers;

Que tous les véhicules sont couverts par une prolongation de 6 mois de la période de validité du certificat vert du contrôle technique ou par une postposition de 6 mois des premiers contrôles périodiques et des contrôles non périodiques;

Considérant qu'il convient de garantir la continuité de l'activité économique et professionnelle des véhicules en circulation à l'étranger et du transport de marchandises dangereuses;

Que dans le cadre de ces activités, les véhicules concernés doivent disposer d'un certificat de contrôle technique attestant la date de validité conforme à l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2020 portant des mesures urgentes en matière de contrôle technique;

Considérant que l'activité des véhicules professionnels dont une revisite ou une visite administrative en vue de l'immatriculation est nécessaire ne doit pas être entravée pour la continuité de la vie économique et de la sécurité de la population;

Considérant qu'il convient dès lors de fixer un régime d'exceptions à la suspension de l'activité de contrôle technique pour ces véhicules;

Considérant qu'il convient en outre de tenir compte de cas particuliers où le passage au contrôle technique est considéré comme une nécessité impérieuse à l'usage d'un véhicule sur la voie publique;

Considérant que complémentaires à ces mesures de poursuite d'activité, la santé publique prévaut et doit en tout état de cause être préservée;

Qu'il y a lieu de prévoir des mesures sanitaires adéquates et des conditions suffisantes de sécurité en vue de minimiser les risques de contagion du COVID-19 au sein des stations de contrôle technique ouvertes dans le cadre des exceptions prévues;

Que ces exceptions sont par conséquent strictement applicables.

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 31 mars 2020 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de contrôle technique, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « le véhicule » sont remplacés par les mots « le véhicule des catégories M1 et N1 »;

2^o au paragraphe 2, 1^o, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Peut se présenter au contrôle technique pour la revisite, selon les modalités prévues à l'article 4, le véhicule des catégories M1 et N1 ayant un certificat de contrôle technique limité à 3 mois, à 15 jours ou un interdit à la circulation. ».

Art. 3. L'article 3 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. Peut se présenter au contrôle technique selon les modalités prévues à l'article 4, le véhicule des catégories M2, M3, N2, N3, O2, O3, O4, R, T et S. ».

Art. 4. Dans l'article 4, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « tant pour les contrôles partiels que pour les contrôles complets des véhicules » sont remplacés par les mots « sauf pour les contrôles visés à l'article 23^{sexies}, § 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité ».

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 22 avril 2020.

Namur, le 21 avril 2020.

V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2020/203164]

21. APRIL 2020 — Ministerieller Erlass zur Abänderung des Ministeriellen Erlasses vom 31. März 2020 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen technische Kontrolle

Die mit der Verkehrssicherheit beauftragte Ministerin,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Gesetzes vom 21. Juni 1985 über die technischen Anforderungen, denen jedes Fahrzeug für den Transport auf dem Landweg, seine Bestandteile und sein Sicherheitszubehör entsprechen müssen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2017 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1994 zur Festlegung der Zulassungsbedingungen und der Regeln für die verwaltungstechnische Kontrolle in Bezug auf die Einrichtungen, die mit der Kontrolle der in Verkehr gebrachten Fahrzeuge beauftragt sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Mai 2018 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen technische Kontrolle;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 31. März 2020 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen technische Kontrolle;

Aufgrund von Artikel 3 § 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Dringlichkeit, die es nicht erlaubt, das Gutachten der Abteilung Gesetzgebung des Staatsrates innerhalb einer auf fünf Tage verkürzten Frist abzuwarten, insbesondere aufgrund der sehr schnellen Entwicklung der Situation in Belgien und in den Staaten, die kurz vor dem Überschreiten der Schwelle einer Pandemie stehen, die von der Weltgesundheitsorganisation (WHO) verordnet wurde, der Inkubationszeit des Coronavirus COVID-19 und der Zunahme des Umfangs und der Anzahl der sekundären Übertragungsketten; folglich ist es unerlässlich, unverzüglich die notwendigen Maßnahmen zu ergreifen;

In Erwägung der Tatsache, dass der Kontext der außergewöhnlichen Gesundheitskrise im Zusammenhang mit dem COVID-19 dazu geführt hat, dass die Organisation der technischen Kontrolle von Fahrzeugen ausgesetzt werden muss, wobei Begleitmaßnahmen zur Wahrung der Rechte der Benutzer eingeführt werden;

Dass alle Fahrzeuge durch eine Verlängerung der Gültigkeitsdauer der grünen Prüfbescheinigung um 6 Monate oder eine Verschiebung um 6 Monate der ersten regelmäßigen und nicht regelmäßigen Kontrollen abgedeckt werden;

In der Erwägung, dass die Kontinuität der wirtschaftlichen und beruflichen Tätigkeit der im Ausland verkehrenden Fahrzeuge und der Beförderung gefährlicher Güter zu gewährleisten ist;

Dass die betreffenden Fahrzeuge im Rahmen dieser Tätigkeiten über eine Prüfbescheinigung verfügen müssen, die das Datum der Gültigkeit in Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. März 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen technische Kontrolle bescheinigt;

In der Erwägung, dass die Tätigkeit von beruflich genutzten Fahrzeugen, die eine Nachkontrolle oder administrative Kontrolle im Hinblick auf deren Zulassung erfordern, im Interesse der Kontinuität des Wirtschaftslebens und der Sicherheit der Bevölkerung nicht behindert werden sollte;

In der Erwägung, dass für diese Fahrzeuge daher ein System von Ausnahmen von der Aussetzung der technischen Kontrolle festgelegt werden sollte;

In der Erwägung, dass auch Sonderfälle berücksichtigt werden sollten, in denen die technische Kontrolle als eine absolute Notwendigkeit für die Benutzung eines Fahrzeugs auf öffentlichen Straßen angesehen wird;

In der Erwägung, dass zusätzlich zu diesen Maßnahmen zur Fortsetzung der Tätigkeiten die öffentliche Gesundheit vorherrscht und in jedem Fall zu schützen ist;

Dass es notwendig ist, für angemessene Gesundheitsmaßnahmen und ausreichende Sicherheitsbedingungen zu sorgen, um das Risiko einer Ansteckung des COVID-19 in den im Rahmen der vorgesehenen Ausnahmen offenen technischen Prüfstellen zu minimieren;

Dass diese Ausnahmen demzufolge strikt anwendbar sind,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Ministeriellen Erlasses vom 31. März 2020 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. März 2020 über Dringlichkeitsmaßnahmen in Sachen technische Kontrolle werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 Absatz 1 wird die Wortfolge "ein Fahrzeug" durch die Wortfolge "ein Fahrzeug der Kategorien M1 und N1" ersetzt;

2° in § 2 Ziffer 1 wird Absatz 3 aufgehoben.

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 2 - Ein Fahrzeug der Kategorien M1 und N1, für das eine auf 3 Monate oder auf 15 Tage beschränkte Prüfbescheinigung oder ein Fahrverbot vorliegt, kann gemäß den in Artikel 4 festgelegten Modalitäten der technischen Prüfstelle für eine Nachkontrolle vorgeführt werden."

Art. 3 - Artikel 3 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 3 - Ein Fahrzeug der Kategorien M2, M3, N2, N3, O2, O3, O4, R, T und S kann gemäß den in Artikel 4 festgelegten Modalitäten der technischen Prüfstelle vorgeführt werden."

Art. 4 - In Artikel 4 § 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "sowohl für Teil- als auch für vollständige Kontrollen" durch die Wortfolge "außer für die Kontrollen im Sinne von Artikel 23^{sexies} § 1 Ziffer 1 des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör" ersetzt.

Art. 5 - Der vorliegende Erlass tritt am 22. April 2020 in Kraft.

Namur, den 21. April 2020

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2020/203164]

21 APRIL 2020. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 31 maart 2020 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake technische keuring

De Minister van Verkeersveiligheid,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2017 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1994 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de regeling van de administratieve controle van de instellingen belast met de controle van de in het verkeer gebrachte voertuigen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 mei 2018 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake technische keuring;

Gelet op het ministerieel besluit van 31 maart 2020 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake technische keuring;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de dringendheid die het niet mogelijk maakt het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State af te wachten binnen een tot vijf dagen beperkte termijn, met name vanwege de zeer snelle ontwikkeling van de situatie in België en in de nabije staten, de overschrijding van de drempel van een pandemie, afgekondigd door de Wereldgezondheidsorganisatie (WGO), de incubatietijd van het coronavirus COVID-19 en de toename van de omvang en het aantal van de secundaire transmissieketens; het is dan ook van essentieel belang dat de nodige maatregelen onverwijld worden genomen;

Overwegende dat de context van de uitzonderlijke gezondheids crisis in verband met COVID-19 heeft geleid tot de noodzaak om de organisatie van de technische keuring van voertuigen op te schorten met begeleidende maatregelen om de rechten van de gebruikers te behouden;

Dat voor alle voertuigen de geldigheidsduur van het groene keuringsbewijs met 6 maanden wordt verlengd of dat een achteropplaatsing van 6 maanden van de eerste periodieke en niet-periodieke keuring wordt voorzien;

Overwegende dat de continuïteit van de economische en beroepsmatige activiteit van voertuigen die in het buitenland aan het verkeer deelnemen en van het vervoer van gevaarlijke goederen moet worden gewaarborgd;

Dat de betrokken voertuigen in het kader van deze activiteiten moeten beschikken over een keuringsbewijs dat de geldigheidsdatum aantoont overeenkomstig het besluit van de Waalse regering van 26 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake technische keuring;

Overwegende dat de activiteit van bedrijfsvoertuigen die met het oog op de inschrijving ervan een herkeuring of een administratieve keuring moeten ondergaan, niet mag worden belemmerd voor de continuïteit van het economische leven en de veiligheid van de bevolking;

Overwegende dat derhalve een systeem van uitzonderingen op de opschorting van de technische keuring voor dergelijke voertuigen moet worden vastgesteld;

Overwegende dat ook rekening moet worden gehouden met bijzondere gevallen waarin de technische keuring als een absolute noodzaak wordt beschouwd voor het gebruik van een voertuig op de openbare weg;

Overwegende dat, naast deze maatregelen voor de voortzetting van de activiteit, de volksgezondheid voorrang heeft en in ieder geval behouden moet blijven;

Dat er moet worden voorzien in adequate gezondheidsmaatregelen en voldoende veiligheidsvoorwaarden om het risico van besmetting met COVID-19 binnen de open technische keuringsstations in het kader van de voorziene uitzonderingen tot een minimum te beperken;

Dat deze uitzonderingen dus strikt toepasselijk zijn,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 31 maart 2020 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 26 maart 2020 houdende noodmaatregelen inzake technische keuring worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden "het voertuig" vervangen door de woorden "het voertuig van de categorieën M1 en N1";

2° in paragraaf 2 wordt het derde lid opgeheven.

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 2. Het voertuig van de categorieën M1 en N1 met een keuringsbewijs met een geldigheidsduur van 3 maanden, 15 dagen of met een rijverbod kan herkeurd worden volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 4."

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 3. Het voertuig van de categorieën M2, M3, N2, N3, O2, O3, O4, R, T en S kan een technische keuring ondergaan volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 4."

Art. 4. In artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "zowel voor gedeeltelijke als volledige voertuigkeuringen" vervangen door de woorden "behalve voor de keuringen bedoeld in artikel 23^{sexies}, § 1, 1°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen".

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 22 april 2020.

Namen, 21 april 2020.

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/203165]

5 MAI 2020. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 2020 portant sur des mesures de reprise en matière de contrôle technique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de contrôle technique

La Ministre de la Sécurité routière,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 20;

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2017 modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1994 portant détermination des conditions d'agrément et des règles du contrôle administratif des organismes chargés du contrôle des véhicules en circulation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mai 2018 modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 2020 portant sur des mesures de reprise en matière de contrôle technique et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 mars 2020 portant sur des mesures d'urgence en matière de contrôle technique;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 modifié par les arrêtés ministériels du 17 avril 2020 et du 30 avril 2020;